

Triple XX^e anniversaire

Pôle rural (Pôle Société et Espaces ruraux
de la Maison de la Recherche en Sciences Humaines de l'université de Caen)
AHSR (Association d'Histoire des sociétés rurales)
HSR (revue *Histoire et Sociétés Rurales*)

Colloque

Les « petites gens » de la terre : paysans, ouvriers et domestiques du Néolithique à 2014. (Caen, MRSH, 8-10 octobre 2014)

Soutenu par
La MRSH-Caen (USR CNRS 3486)
Le Centre de Recherche en Histoire Quantitative (UMR CNRS 6583)
Eso-Caen (UMR CNRS 6590)

APPEL À COMMUNICATION

En fonction du pré-programme en 8 thèmes ci-dessous le comité scientifique du colloque examinera les propositions de communication. Ces propositions, sous forme de déclaration d'intention rédigée **sur une page**, devront présenter formellement les critères suivants :

- **Titre court et explicite** + sous-titre (2 lignes maximum).
- Objectifs de l'intervention (ou enjeux et perspectives).
- Sources, méthodes (ou substrat documentaire ou expérimental).
- 5 mots clés.
- Numéro du thème souhaité pour inscrire une communication
- Nom et prénom, profession (éventuellement titulature), laboratoire ou organisme de rattachement, adresse mail
- Texte de présentation (rédigé sous forme de quelques paragraphes) comportant **3000 à 3500 signes, espaces compris**, en police times 11, en français (ou, à défaut dans la langue d'expression du candidat).
- Date limite de l'envoi l'appel à communication : **20 décembre 2013**.
- Adresse d'expédition : blandine.parey@unicaen.fr
jean-marc.moriceau@unicaen.fr et philippe.madeline@unicaen.fr

Le comité scientifique examinera quelques semaines après la date de clôture l'ensemble des propositions pour établir sa sélection et d'éventuels ajustements. Chaque porteur de proposition sera ensuite informé à l'adresse courriel qu'il aura indiquée des décisions retenues.

Merci de votre attention
Bien cordialement
Jean-Marc Moriceau et Philippe Madeline
Co-directeurs du Pôle rural de Caen

Cadrage général du colloque

Depuis toujours, la précarité sociale est un sujet qui se pose à l'évolution de l'humanité. De la pauvreté, des

petites gens voire des marginaux, on débat à longueur de temps. Dans les sociétés rurales qui ont longtemps concentré la grande majorité de ces catégories vulnérables, et qui en regroupent encore une bonne part, il est d'usage d'y faire référence. Sans vraiment s'attarder. Alors que les catégories plus favorisées ont retenu davantage l'attention, on est loin de connaître avec autant de précision, et même d'intérêt, les « petites gens de la terre » qui associent, dans des modalités inégales, petits paysans, ouvriers agricoles et simples domestiques de ferme. Du Néolithique à 2014, ce sont pourtant eux qui ont assuré, grâce à leur travail, le développement de nos économies. Après vingt années d'activités continues, le Pôle rural de la Maison de la Recherche en Sciences Humaines, qui abrite en son sein la revue internationale *Histoire et Sociétés Rurales* et l'Association d'Histoire des Sociétés rurales, a choisi les humbles des cinq continents pour évaluer leur place et leur évolution hier comme aujourd'hui. Historiens de toutes périodes, géographes de diverses obédiences, archéologues, sociologues et ethnologues convient toutes les sciences humaines et les divers acteurs de l'agriculture et du développement territorial à se retrouver, trois journées durant, autour de ce thème. De part et d'autre des frontières académiques du champ historique qu'a rompues *Histoire et Sociétés Rurales* et à travers le croisement interdisciplinaire dont le Pôle rural se fait le promoteur depuis 1994, le moment est venu de confronter les regards et les expériences. Pour y parvenir, les organisateurs se sont fixé huit lignes directrices : la mobilité géographique et sociale ; la démographie et les structures familiales ; l'habitat, le cadre de vie et la consommation ; les petites gens et l'économie ; filles et femmes aux champs ; les enfants de la terre ; les politiques publiques et associatives ; petits paysans ouvriers et domestiques agricoles face au pouvoir.

Remarques

- Type de communication : communications orales et/ou posters. Le comité scientifique orientera peut-être certaines communications vers l'une ou l'autre approche lors de son examen
- L'adéquation des communications à la thématique « petite gens » sera un critère très important pour la sélection des communications. Les textes portant sur « le monde rural » en général ne seront pas retenus.
- Les communications peuvent être présentées au cœur du thème ou sur ses marges communes avec les autres thèmes du colloque. Elles peuvent aussi s'inscrire en même temps dans deux (ou plus) des thématiques proposées.

Le colloque s'inscrit dans **un temps très long, du Néolithique à l'Actuel**. Selon les thèmes Il s'agira cependant de repérer les époques pour lesquelles la thématique a un sens, et donc de les définir. Il sera intéressant de se demander jusqu'où on peut faire remonter dans le temps l'appréhension de la différenciation sociale, compte tenu à la fois des sources et du processus de différenciation des communautés humaines (est-ce que les néolithiciens peuvent faire émerger une manière d'habiter différente pour l'élite et pour les « petites gens » ? À partir de quand les sources rendent-elles cette question pertinente ?). Les communications pourront porter sur des périodes particulières, quelle qu'en soit la durée, ou bien s'attacher à faire apparaître des évolutions ou des permanences sur le temps long.

Tous les espaces dans lesquels les manières de vivre des « petites gens de la terre » peuvent être observées sont inscrits dans ce colloque. Les communications pourront prendre pour cadre aussi bien des micro-régions que de vastes espaces, les plus proches comme les plus lointains. Les visions comparatistes seront les bienvenues.

Thème 1.

Mobilité géographique et sociale

**Coordinateurs : Michaël Bermond (Mcf géographie Université de Caen)
et Jérôme Luther Viret (Mcf HDR histoire Université de Caen)**

Etudier les « petites gens » dans une perspective socio-historique, c'est aussi questionner les conditions de leur reproduction sociale et la variabilité temporelle des mécanismes par lesquels passe cette reproduction sous des modalités plus ou moins nouvelles au fil des générations. Il s'agit tout d'abord de revenir ici à des questionnements classiques liés aux perspectives ouvertes par les travaux de mobilité sociale : qui sont ces « petites gens » du point de vue des origines sociales ? Que deviennent les descendants de ces « petites gens » ? Peut-on parler de conditions sociales héritées ? Observe-t-on des changements de positions sociales ? A quelles conditions ? Peut-on identifier des contextes socio-historiques et géographiques marquant des inflexions décisives dans l'évolution des conditions de reproduction sociale de ces « petites gens » ?

L'atelier accueillera des travaux de nature à éclairer la diversité du monde des « petites gens », et la circulation entre les différents sous-groupes. Il importe en effet autant de connaître la polyvalence, la mobilité horizontale, la faculté des individus à changer d'activités dans le cours de l'existence, que de mettre au point des tableaux de mobilité entre générations ou de mesurer la reproduction professionnelle au sein de la famille. On questionnera encore l'égalité de chances dans l'accès des individus aux différentes places de l'échelle sociale. Des approches privilégiant aussi bien les études quantitatives agrégées que les parcours individuels sont attendues. Des travaux analysant la nature des interactions entre mobilité sociale et mobilité géographique chez les ruraux de condition modeste sont également souhaités. Hier, la difficulté pour les plus modestes à simplement subsister était un puissant facteur de mobilité professionnelle et géographique. Aujourd'hui, on pourrait se demander si elle n'est pas davantage associée à des formes de relative sédentarité, voire de captivité géographique. C'est une perspective là encore à aborder.

Les pistes de réflexion suggérées ici ne sont pas exhaustives. On en veut pour preuve la rareté des travaux relatifs à l'âge des migrants sur l'impact du veuvage dans les changements de domiciliation – puisque l'on sait que les veuves partaient en assez grand nombre vers les villes ou d'autres localités, peut-être dans l'espoir d'obtenir des secours – tandis que la mobilité matrimoniale a été mieux étudiée. On aimerait mieux connaître le lien avec la fortune (ou l'absence de fortune) et l'impact des configurations familiales sur la mobilité des ruraux les plus modestes, l'extension du bassin de vie, la temporalité courte ou longue des migrations, ainsi que la fréquence des déplacements. On souhaiterait enfin pouvoir disposer de données sur les déplacements motivés par les mises en apprentissage et le service domestique à l'intérieur des campagnes ainsi que des campagnes vers les villes.

Thème 2.

Démographie et structures familiales

Coordinateurs : Bernard Bodinier (PR émérite Histoire Université de Rouen)

et Nicolas Carrier (PR histoire université Lyon III)

Problèmes de sources

L'étude de la démographie et de la famille des petites gens pose des problèmes de sources spécifiques, spécialement pour les périodes les plus anciennes. Avant l'apparition des registres paroissiaux, c'est principalement grâce aux sources fiscales qu'on peut dénombrer la population. Or les plus pauvres sont souvent exemptés d'impôts. Par ailleurs, très souvent, les domestiques font « feu commun » avec ceux qu'ils servent, et n'apparaissent pas dans les listes de feux.

Dans les dénombrements et recensements plus récents, tel petit propriétaire qui assure une partie de sa subsistance comme salarié agricole ne risque-t-il pas d'apparaître comme propriétaire et donc d'échapper aux comptages ?

Mesurer

Il convient en premier lieu de compter les « petites gens », et donc de mesurer leur proportion dans la population des campagnes. La discrimination par sexe est importante également : il semble qu'il y ait plus de valets que de servantes.

Il faudrait aussi mesurer autant que possible la mobilité géographique des petites gens (micro-déplacements, migrations saisonnières ou définitives, voire errance, attraction urbaine ou au contraire attachement à la terre).

Enfin, se pose la question de l'homogamie géographique et de l'endogamie sociale des petites gens, ou au contraire (au-delà du *topos* de la servante-maitresse) de l'exogamie. Par-là, on touche à la question de l'ascension sociale.

Comparer

Il faut certainement adopter une démarche comparative : dans quelle mesure y a-t-il une démographie et des structures familiales spécifiques aux petites gens, comparativement aux catégories plus aisées de la population ? Dans quelle mesure ces caractères sont-ils spécifiquement attribuables à la condition sociale des personnes concernées, plutôt qu'à d'autres caractères ? En clair, la fécondité ou la nuptialité des servantes de fermes des régions méditerranéennes relèvent-elles de leur condition de servante, ou de leur situation de femme méditerranéenne ? La démographie des ouvriers agricoles est-elle une démographie d'ouvriers ou de paysans ?

Dans cette perspective, on peut se demander

- Dans quelle mesure il existe une spécificité de la fécondité et de la nuptialité des petites gens ?
- S'il est possible de mettre en évidence les inégalités devant la mort (mortalité infantile, par exemple).
- S'il existe des structures familiales propres aux petites gens, en termes de nombre d'enfants, de typologie des ménages, de solidarités familiales, etc.
- Si les petites gens sont plus ou moins soumises que les autres catégories sociales aux normes sociales et religieuses (naissances illégitimes, place des fiançailles, usage plus ou moins important du contrat de mariage, statut dans les coutumes régionales, etc.).
- Si, dans le couple, la femme dispose d'une autorité particulière, de fonctions spécifiques comme l'administration et la gestion des ressources, l'autorité sur les enfants...

Thème 3.

Habitat, cadre de vie, consommation

**Coordinateurs : Annie Antoine (PR Histoire université Rennes 2)
et Laurent Feller (Pr Histoire université Paris I, membre senior IUF)**

Ce colloque étant consacré à une notion à la fois parfaitement évidente – « **les petites gens de la terre** » – mais dont les contours sont d'autant plus difficiles à définir de manière stricte que la période chronologique couverte est large, il conviendra d'être particulièrement attentif à ce cadrage : les petites gens, par opposition aux élites rurales. Il s'agit, dans le cadre de cet atelier, de contribuer à la définition du groupe en axant le propos sur ce que l'on appelle couramment **la culture matérielle**. Cela englobe l'habitat, le genre de vie, le vêtement, la consommation, les loisirs, tous éléments permettant d'opposer le groupe considéré aux autres éléments constitutifs de la société rurale. Le thème choisi dans telle ou telle communication permettra de valider ou d'infirmer l'hypothèse d'une spécificité des « petites gens ». Les thématiques suivantes pourront être abordées dans les communications (liste évidemment non exhaustive) :

1- **l'habitat et le cadre de vie** :

- les formes de l'habitat,
- les manières d'habiter : louer/posséder, localisation de l'habitat par rapport à celui des autres catégories (des espaces différents ? ou des habitats mêlés ? le logement des domestiques dans les maisons de maîtres, le logement des saisonniers, celui des valets de ferme...).
- les usages de l'habitat (repos, loisirs, travail) et son aménagement intérieur
- Les éléments de confort (cheminée, foyer, aménagements de l'espace)

2- **la consommation** : alimentation et autres formes de consommation matérielle, conservation des aliments, techniques de préparation des repas...

3- **l'outillage et les techniques**

Y-a-t-il des outils, voire des pratiques (une « culture technique ») qui caractérisent le « petit peuple » ? ce point touche les questions de spécialisation, de polyvalence (le manouvrier), de pluriactivité contrainte ou voulue... Les outils à bras (bêches, houes, faucilles, serpettes, herminettes, hachettes), qu'ils soient à percussion posée ou lancée feront l'objet d'une attention particulière par opposition ou par contraste avec le gros outillage (araire, charrues et charrettes)

4- **le vêtement et l'apparence physique**. Qu'est-ce que le vêtement ordinaire, le vêtement de travail et le vêtement de fête de ceux que l'on considère comme des petites gens. Comment s'opère la différenciation sociale par l'apparence vestimentaire ?

5- **les objets de loisir** (des divertissements spécifique du « petit peuple » ?) et, accessoirement le partage du temps et de l'espace entre loisir et travail. Les points de tangence avec le thème 6 (culture et mentalités) sont évidents.

Cette question de la culture matérielle des petites gens relève de **différentes approches disciplinaires** : **l'histoire, l'archéologie, l'histoire de l'art, la géographie, l'ethnologie**. Les communications pourront être construites à la jonction de deux ou plusieurs de ces spécialités, mais il sera également possible de présenter une approche rigoureusement disciplinaire et spécialisée.

Thème 4.

Petites gens et économie : Survivre, vivoter ou prospérer

Coordinateurs : Gérard Béaur (Directeur de recherche CNRS, directeur d'études EHESS)

Maxime Marie (MCF géographie université Caen)
et Pierre Ouzoulias (Chargé de recherches au CNRS)

Dans l'imaginaire collectif, le paysan français est soit un micro-exploitant accroché à ses maigres lopins et englué dans l'autosubsistance, voire dans l'autarcie, soit un pauvre hère contraint de louer ses bras pour essayer de survivre et de nourrir sa famille, faisant feu de tout bois et multipliant les activités, agricoles aussi bien que proto-industrielles. Ainsi, les habitants des campagnes identifiés à une partie d'entre eux, les plus humbles, sont-ils associés fréquemment à la pauvreté, à la routine, à l'inefficacité. Ecartés du marché, à la merci de n'importe quelle crise ou maladie, ils semblent n'avoir d'autre fonction que celle de disparaître.

Ces clichés ont la vie d'autant plus dure qu'ils véhiculent une part de vérité. Il serait utopique de penser qu'il en allait autrement dans des temps plus anciens. À ce propos, on peut d'ailleurs se demander depuis quelle époque la catégorie économique de la petite exploitation a un sens. Depuis quand existe-t-il des petits paysans dont l'objectif est avant tout de produire, avec leur famille, leur subsistance ? Quels ont été, dans les sociétés anciennes, la place et le rôle de ces unités agricoles élémentaires dans l'économie agricole ? Comment ont-elles résisté à l'émergence de la grande exploitation ? Quelles relations ont-elles eu avec ces entreprises agricoles aux objectifs économiques bien différents ?

Malgré leurs fins plusieurs fois annoncées, en dépit de la supériorité économique conquérante prêtée à la grande exploitation, les petits paysans n'ont pas disparu. Comment ces petites gens et leurs familles ont survécu, plus ou moins mal sans doute, vivant de l'agriculture ou des activités dérivées qui leur étaient dévolues. Où ont-ils trouvé les ressources et l'énergie nécessaire pour subsister ? Comment ont-ils surmonté les handicaps qui semblaient les vouer à une extinction inexorable et qu'en est-il aujourd'hui ? Quelles sont les réalités que recouvre encore cette catégorie des « petites gens » dans des espaces ruraux contemporains alors que les catégories populaires sont fortement sur-représentées, abritant parfois les franges les plus précaires de la population, notamment avec un nouveau salariat en expansion, notamment dans les secteurs les plus consommateur de main d'œuvre (maraîchage, élevage, viticulture, arboriculture). Quel est le sort des petits exploitants agricoles qui se maintiennent sur leur micro-exploitation ou se sont orientés vers la pluri-activité ?

C'est à toutes ces questions que cette séance entend apporter une réponse en examinant les dimensions économiques et sociales des conditions de vie de ces petites gens et en appréciant les rapports complexes qu'ils entretenaient ou entretiennent avec les différentes fonctions économiques qui leur étaient ou leur sont assignées.

- Des producteurs. Vers quels types de cultures se tournent-ils lorsqu'ils sont exploitants ? En quoi sont-ils plus ou moins productifs et plus ou moins innovants dans quelle mesure sont-ils aptes à prendre en compte les innovations introduites par les autres exploitants ou suggérées par les agronomes ? Quels types d'emplois exercent-ils sur les fermes lorsqu'ils sont dépendants de revenus salariaux ou à quelle gamme d'autres activités de type proto-industriel peuvent-ils recourir ?
- Des consommateurs. Comment arbitrent-ils entre les différents postes de dépenses qu'ils doivent engager ? En quoi leur niveau de vie a-t-il pu varier au cours du temps ? Dans quelle mesure ont-ils adopté d'autres modes de consommation et ont-ils imité ceux des autres milieux sociaux ? Ont-ils consenti à se lancer dans une révolution industrielle pour obtenir une amélioration de leur consommation ?
- Des « commerçants ». Quels rapports entretiennent-ils avec la sphère marchande, avec le marché des produits ou du travail ? Quelle place occupent-ils dans l'approvisionnement en produits agricoles ou en produits industriels des villes et de la bourgeoisie rurale ? Dans quelle mesure recourent-ils au marché pour se procurer leur consommation ?
- Des débiteurs. Quelle relation poursuivent-ils avec leurs créanciers ? Sont-ils submergés de dettes, sont-ils parfois créanciers eux-mêmes ? En quoi l'emprunt ou les créances concourent-ils à leur aisance ou à leur misère ? Le crédit est-il une voie pour se dégager de la misère ou une voie vers l'expropriation ?

- Des contribuables. De quel poids pèsent les différents types de prélèvements (impôt, rente du propriétaire, dîme ou droits seigneuriaux) ? En quoi obèrent-ils leurs moyens d'existence ? Peut-on dégager des phases dans la pression exercée par la cascade des prélèvements ?

Les communications examineront ces thématiques en jouant sur les échelles d'observation aussi bien que sur les temporalités, en se plaçant en différents moments de l'histoire, du Néolithique à nos jours, et en choisissant les focales qui paraîtront les mieux appropriées.

Thème 5.

Filles et femmes de la terre

**Coordinateurs : Clotilde Lemarchant (Mcf sociologie université de Caen)
et Christophe Maneuvrier (Mcf histoire université de Caen)**

Il y a 10 ans déjà, lors d'une séance du pôle rural, Éliane Gubin rappelait que les femmes des campagnes étaient encore trop largement absentes de l'histoire des femmes qui s'était principalement attachée à l'histoire de l'émancipation féminine (par le prisme souvent de l'histoire ouvrière) et à celle de la domination masculine, notamment à travers l'étude des violences subies par les femmes. La consultation des sommaires et des compte rendus publiés dans *Histoire et Sociétés Rurales* depuis 2003 montre que la situation historiographique n'a pas beaucoup changé et que l'histoire des femmes peine encore à trouver sa place dans l'histoire rurale. Dans l'état d'avancement des travaux sur le genre et les professions, on connaît aujourd'hui la portée heuristique de l'intersectionnalité : proposer une réflexion sur les femmes à propos des populations modestes de la terre est une façon d'actualiser cette nécessité de croiser sexe et classe sociale.

Se pose en premier lieu la question de la visibilité de cette moitié de population agricole : visibilité sociale et visibilité dans les sources documentaires, du fait même de cette invisibilité sociale. Parler des femmes en agriculture n'est déjà pas chose simple mais en parler à propos des « petites gens » est une gageure dans la mesure où l'on redouble la dimension de l'invisibilité, avec sa cohorte de difficultés d'accès à des informations fiables et nombreuses qu'il s'agit justement d'identifier. La démarche est plus ardue encore pour les époques les plus anciennes lorsque l'écrit conservé est presque exclusivement masculin. Mais même si la « voix » des femmes se laisse parfois entendre, notamment à travers les sources judiciaires ou hagiographiques.

En second lieu se pose la question de l'articulation entre travail et famille, entre production et reproduction, entre dimensions économique et relationnelle (parenté). L'agriculture a longtemps été un « métier de couple ». Les enjeux de la place des femmes en agriculture ont constitué une question classique et ancienne (M. Segalen, 1980 ; V. Soriano, 1980 ; A. Barthez, 1982 ; R. Lagrave, 1987) mais qui mérite d'être réactualisée (S. Dahache, 2010) : sur la période contemporaine, que sont devenues « celles de la terre » et avec quel statut ? Quelles spécificités éventuelles peuvent être décelées dans les diverses régions de la France, certaines demeurant un bastion pour l'agriculture ? Quelle est la part des femmes en agriculture aujourd'hui ?

Enfin un troisième axe tourne autour des questions de pouvoir, de la place des femmes en matière de politique, de leur capacité à imposer ou à s'opposer à des décisions seigneuriales ou communautaires, à leurs participations aux mouvements de révolte. Ceci passe également par une approche des sociabilités féminines, des relations entretenues avec les institutions (notamment ecclésiastiques), des pratiques religieuses, et des comportements électoraux.

BARTHEZ Alice, *Famille, travail et agriculture*, Paris, Economica, 1982.

DAHACHE Sabrina, « La singularité des femmes chefs d'exploitation », in HERVIEU Bertrand et al., *Les mondes agricoles en politique*, Paris, Presses de Sciences Politiques, pp.93-110, 2010.

GUBIN Éliane, *Choisir l'histoire des femmes*, Ed. de l'université de Bruxelles, 2007.

GUBIN Eliane, "Un rempart contre le désordre: les paysannes belges au tournant du XXe siècle", *Les femmes dans les sociétés rurales*, dir. JM Moriceau et P. Madeline, Enquêtes rurales, 10, Cahiers de la MRSH, Caen, 2004.

LAGRAVE Rose-Marie, *Celles de la terre. Agricultrice, l'invention politique d'un métier*, Ed. de l'EHESS, 1987.

MORICEAU Jean-Marc, MADELINE Philippe (dir.), *Les Femmes dans les sociétés rurales*, Enquêtes Rurales 10, 2004.

SEGALEN Martine, *Mari et femme dans la société paysanne*, Paris, Flammarion, 1980.

SORIANO Véronique, WAGNER Christine, *La femme et l'espace rural*, Paris, Editions Plan Construction, 1980.

Thème 6.

Les enfants de la terre

**Coordinateurs : Christophe Maneuvrier (MCF histoire université de Caen)
et Jean-Marc Moriceau (PR histoire université de Caen, membre senior IUF)**

Si la place de la femme dans l'agriculture reste en grande partie dans l'ombre, surtout chez les petites gens, celle des enfants et des jeunes l'est encore davantage. Or, dans le cycle de vie, avant l'installation agricole – liée souvent au mariage –, les sociétés rurales ont fonctionné longtemps grâce à l'activité des plus jeunes. Cette réalité était d'autant plus sensible que, jusqu'à la mise en place du malthusianisme – au xix^e siècle voire au xx^e selon les pays – les moins de 20 ans représentaient plus de la moitié de la population. Et les 7-20 ans, une partie importante de la population active jusqu'à la scolarité obligatoire et l'appel massif à une main-d'œuvre étrangère. Dans les fermes, selon l'âge et le sexe l'apprentissage du métier nourrissait une série d'emplois d'aides familiaux ou de domestiques agricoles qui assuraient une main-d'œuvre complémentaire gratuite ou peu onéreuse. Le travail des enfants n'est donc pas l'apanage du secteur industriel.

Les questions économiques apparaissent donc au premier plan. Mais l'identité culturelle des enfants de la terre peut aussi être éclairée. Et, au fil de toute réflexion, un élément obsédant s'impose au chercheur : l'étonnante visibilité documentaire de ces jeunes acteurs pourtant laissés largement dans l'ombre. Dans cette perspective, les champs à investir sont multiples.

Quel était l'éventail des tâches dévolues aux enfants et quels revenus apportaient-ils au sein de l'exploitation ? Quelle répartition peut-on observer selon l'âge et le sexe ? A cet égard peut-on préciser la structure de l'emploi des enfants ? En dehors des grandes constantes, observe-t-on des variations selon la conjoncture économique ? Des crises comme celle de 1348-1349 ou de 1693-1694 ont-elles précipité l'abandon d'enfants voire leur exposition à des situations à risques ? À l'inverse, lorsque les pratiques d'utilisation des enfants s'érodent ou disparaissent, l'historien dispose d'angles d'approches susceptibles d'éclairer de nouveaux choix. Quelles furent les conséquences de la mise en place d'une instruction publique et obligatoire comme ce fut le cas en France en 1884 ? Par la suite quelles spécificités observe-t-on dans les orientations scolaires des enfants d'agriculteurs et d'ouvriers agricoles par rapport aux autres catégories sociales ? Dans cet atelier, on pointerà de premières orientations.

- **La représentation des enfants**

L'iconographie (tableaux, miniatures, vitraux, etc.) et la littérature médiévale, moderne et contemporaine fourmillent d'exemples. On pourrait y circonscrire quelques objets privilégiés comme la figure du berger. Mais les enfants sont présents aussi dans les manuels d'agriculture et les traités d'économie rurale (du xvi^e au xx^e siècle) et jusqu'aux chantiers archéologiques (sépultures d'enfants (au sein des habitats, espaces réservés dans le cimetière paroissial, dans l'église etc.).

- **Les rôles assignés aux enfants**

Les enquêtes agricoles du xix^e-xx^e siècles et les descriptions d'exploitations notamment pour les premiers comices, les prix de moralités conférés aux vieux serviteurs dont toute la carrière est alors remise en mémoire évoquent l'enfance agricole. Pour les époques plus anciennes, les sources judiciaires et notariales (mise en tutelle de mineurs orphelins, contrats d'apprentissage, mais aussi lettres de rémissions) doivent apporter des éclairages.

- **Le témoignage offert par les enfants devenus grands**

L'ascension sociale de certains enfants de la terre a donné lieu à des autobiographies, dès l'époque médiévale comme (Froissart dans *l'Épinette amoureuse*). Certains de ces enfants ont parlé... mais à l'autre extrémité de leur cycle de vie comme Valentin Jamerey-Duval pour l'époque Louis XIV, le capitaine Coignet pour la période révolutionnaire. Au xx^e siècle une grande partie de la littérature de terroir leur accorde une place. Les témoignages ultérieurs des enfants devenus vieux ou, sur le moment, les rapports et les enquêtes en cas de drame survenu (comme la mort de ces enfants) jettent des lueurs sur leurs activités aux champs ou aux pâturages et, à cet égard, on se reportera aussi aux enquêtes orales réalisés par les ethnologues ou les sociologues.

- **La place ordinaire des enfants dévoilée par l'événement extraordinaire**

Les circonstances exceptionnelles comme les révoltes paysannes ou les attaques de loups sur le bétail du xv^e au xx^e siècle offrent des biais documentaires propices pour révéler les situations ordinaires. C'est alors que les enfants entrent en scène, dans le vif de leur sociabilité et de la diversité de leurs tâches.

- **Éducation, socialisation et transmission**

Quelles relations/activités les enfants entretiennent-ils avec leurs parents, leur fratrie et leur famille ? L'éducation et l'apprentissage se font rarement au sein du ménage conjugal : oncles et tantes, parents éloignés, voisins, et nourrices jouent parfois un rôle important. À la fin des années 1870 et dans les années 1880, les listes d'indigence qu'établissent les instituteurs donnent les raisons de l'absentéisme des enfants de paysans. Ces enfants de la terre attendent-ils les lois scolaires de la IIIe République pour être scolarisés ? Et qu'en est-il de l'enseignement religieux, des jeux, de la transmission des habitus, des cultures familiale et locale ? Dans ces processus destinés à transformer ces enfants en adultes, les questions de genre interviennent...

Dans cette reconstitution, on aura soin de préciser les césures économiques ou politiques. Examiner la place des enfants dans l'histoire de l'agriculture convie à une relecture et fructueuse des sources documentaires

Thème 7.

Politiques publiques et associatives

Coordinateurs : Alain-Gilles Chaussat (*Doctorant histoire université de Caen*)
Edgar Leblanc (*Inspecteur général honoraire Agriculture*)
et Nadine Vivier (*PR émérite histoire université du Maine*)

Par politiques publiques on entend à la fois un ensemble de principes généraux, de stratégies et d'orientations élaborés par les pouvoirs publics pour asseoir des mesures particulières destinées à modifier des situations globales – par exemple l'éducation, la santé, l'accès à la terre, la protection sociale... - tout autant que des interventions plus ou moins ponctuelles du pouvoir politique proche ou lointain, destinées à soulager les effets néfastes sur les populations d'événements dramatiques tels que guerre, catastrophe naturelle, épidémie, épizootie, crise économique.... D'autres peuvent avoir pour objectif de conforter la situation de certaines catégories de la population, comme le soutien à la petite exploitation agricole sous la Troisième République, les distributions de pain aux pauvres par les monastères au Moyen Âge, les dépôts de mendicité de Louis XV. Et d'autres peuvent mettre en place des mesures répressives, comme le Code Napoléon envers les vagabonds. Toutes font intervenir le pouvoir politique dans l'économie et la vie sociale. Si l'on connaît pour l'Antiquité, le Moyen Âge, l'époque moderne et contemporaine des exemples de politiques publiques d'aide aux nécessiteux des villes, qu'en était-il dans les campagnes ?

Ces décisions du pouvoir, politique ou religieux, qui ont des répercussions sur la condition, le statut économique ou social des petites gens de la terre, peuvent être des politiques globales, comme les politiques de développement durable européennes, certaines pouvant comporter une orientation particulière ciblant par exemple la lutte contre la pauvreté, comme les agro-industries rurales sud-américaines contemporaines, ou encore promulguant l'extension de nouveaux droits, telles les diverses tentatives de réforme agraire récurrentes au long du temps. Ces politiques peuvent également être réservées aux populations rurales pauvres, telles les politiques macro-sociales de lutte contre la pauvreté en zones rurales en place aujourd'hui au Mexique ou au Brésil.

Le champ proposé aux contributions est donc vaste. La plus large ouverture est encouragée, dans la durée comme dans l'espace, sans exclure ni la plus lointaine antiquité ni l'actuel, sans privilégier ni la France, ni l'Europe. Ainsi, on pourra traiter de l'émergence et du développement des politiques publiques – mais aussi associatives –, de leur développement, de leurs résultats à l'aide d'exemples précis. On pourra s'intéresser aux effets néfastes ou bénéfiques de certaines politiques sur la situation des petites gens des zones rurales en étudiant l'impact d'une décision. On pourra situer la place de ces politiques dans l'ensemble des politiques globales.

Thème 8.

Les petites gens face au pouvoir.

**Coordinateurs : Philippe Madeline (Pr géographie, université Caen, co-directeur Pôle rural)
et Antoine Follain (PR histoire université Strasbourg)**

Les rapports tissés entre les petites gens et différentes formes de pouvoirs sont extrêmement variés. Les premiers sont internes aux communautés et aux villages. D'autres atteignent les sommets de la société et de l'Etat. Ils sont communs à l'ensemble de la société rurale et peut-être spécifique aux petits. On peut les envisager depuis le rôle de la paysannerie dans l'accession des citoyens au pouvoir, jusqu'aux rapports des salariés à leur employeur, en passant par l'engagement des petites gens dans les mouvements politiques, syndicaux et de citoyens. On peut aussi retenir des temps extraordinaires, depuis les révoltes bien connues comme celle des nu-pieds en Normandie au XVII^e siècle jusqu'aux avancées sociales de 1968, comme les accords de Varenne, restés dans l'ombre, mais reconnaissant aux salariés de l'agriculture les mêmes droits qu'à ceux des autres secteurs économiques. Ainsi les rapports du monde paysan à différentes formes de pouvoirs jalonnent-ils l'histoire agricole. Mais ces deux exemples nous convient à envisager une distinction nette entre les petits paysans et les salariés de l'agriculture.

Pour les premiers, la communauté entière, composée réellement des paysans maîtres chez eux, ou diverses formes de syndicats d'usagers, les fruitières aussi, les confréries de vigneron encore, et d'autres mutuelles de protection du bétail, ont été les manifestations d'une société rurale et d'une profession ayant su s'organiser face aux puissances économiques et aux pouvoirs pour que le petit ne soit pas abattu par son isolement social. Dans leur prolongement, la création d'un Ministère de l'Agriculture, à la fin du XIX^e siècle, a affirmé la spécificité de la place des paysans dans la vie politique française (cf. Hervieu et Purseigle, *Sociologie des mondes agricoles*, 2013).

Pour le prolétariat agricole, ces « catégories sociales incontournables mais insaisissables », la sortie de l'oubli, bien illustrée lors du colloque de Royaumont « Les salariés agricoles aux XIX^e-XX^e siècles » en 1992 (Hubscher et Farcy, *La Moisson des autres...*, 1996), demande à être poursuivie en s'efforçant de trouver les sources nécessaires. On veillera à ne pas les opposer radicalement.

Les axes possibles :

- quel rôle jouent les petits dans les différentes formes de pouvoir (politique, syndical, professionnel, associatif) à différentes échelles de temps et d'espace ?
- quels sont les comportements spécifiques des petits paysans dans des moments clés de l'Histoire et de leur histoire ?
- les salariés face au pouvoir patronal dans des contextes historiques et géographiques variés.
- quand les petits se rebellent : toutes formes de manifestations contre le pouvoir établi
- le rôle du syndicalisme et des conquêtes sociales
- quand et comment des petits accèdent-ils au pouvoir et le peuvent-ils sans une ascension sociale qui les extrait de la catégorie construite pour les étudier ?
- des moments forts, les grèves, les agitations, les révoltes : vigneron dans la Bourgogne au Moyen-âge, « bacchanals » dans les campagnes d'Ile-de-France et de Picardie au XVIII^e siècle, grèves de 1919 et de 1936...
- L'usage des sources : archives administratives, judiciaires, récits de vie, presse, agendas... L'éventualité de sources spécifiques, comme peut-être les tracts. Les traces matérielles des petits face au pouvoir ; écrites, iconographiques, architecturales...